

## MATHÉMATIQUES ET SÉLECTION

par Christian KERN (VIERZON - CHER)  
et Alain PENNETIER ( SAINT-AMAND - CHER)

*Le seul but de l'enseignement actuel des mathématiques ne serait-il pas la sélection ?  
Un point de vue convaincu.*

L'enseignement des mathématiques, après le bouleversement complet des programmes, pose aujourd'hui plusieurs problèmes : d'abord le débat maths modernes - maths anciennes n'est pas encore liquidé, ensuite et surtout les maths ont pris une place de choix dans le processus de sélection.

Comment se fait-il que les maths aient remplacé le latin dans la sélection de l'élite universitaire ? L'un serait-il plus utile que l'autre pour la formation d'un cadre ? Les maths seraient-elles plus "formatrices" qu'une autre matière ?

D'abord, constatons que si les maths constituent un outil qui chapote toute activité scientifique et en cela aide à appréhender le concret, il est aussi un langage au second degré, donc abstrait. Constatons aussi que l'école enseigne un langage scolaire bien éloigné du français parlé, des sciences naturelles scolaires peu liées à une réelle découverte de la nature et des mathématiques scolaires qui ressemblent plutôt à du dressage de singes savants plutôt qu'à une véritable réflexion logique basée sur les besoins de l'enfant.

Les nouveaux programmes imposés par les universitaires du supérieur et la fraction moderniste des professeurs de mathématiques (groupés au sein de l'A.P.M.E.P.) ont abandonné la conception descriptive et faussement concrète et sont axés sur les constructions et manipulations logiques (théorie des ensembles et axiomatique). Cette conception est certes mieux adaptée à la formation des cadres et seule une fraction attardée de la bourgeoisie s'en est prise aux maths modernes. Mais là n'est pas l'essentiel, le problème est comment les maths scolaires (et non pas les maths en tant que telles) sont devenues l'instrument privilégié de sélection

Les maths enseignées sont surtout un LANGAGE ABSTRAIT coupé de leur support concret et qui ont perdu leur aspect d'outil à appréhender la réalité, les maths ne servent à rien, du moins pour l'élève de 4ème ou de 3ème (sinon à décrocher le BEPC). De plus, la présentation scolaire se veut extrêmement rigoureuse du point de vue logique et ignore tout des cheminement historiques de la recherche mathématique, ce qui renforce l'aspect langage abstrait et matière type pour la sélection, au sortir de la troisième et en seconde.

Le latin jouait ce rôle jadis ; aujourd'hui dans le cadre de la démocratisation du secondaire et en fonction des besoins de l'industrie, le latin a perdu de sa crédibilité comme outil formateur des futurs cadres et techniciens. De plus, alors que pour l'élève, maths et latin ne sont que des langages abstraits, les maths ont l'avantage de tirer leurs sources de la science neutre génératrice de progrès et directement liée à la technique. Ainsi le voile idéologique du scientisme couvre pudiquement les maths : personne ne sait à quoi ça sert (pas même le prof) mais on sait que ça sert à quelque chose. Que reste-t-il de tout ceci à l'école ? Hors des maths, point de salut, les maths sont devenues l'unique instrument de mesure et d'étalonnage de l'intelligence alors qu'en réalité elles ne mesurent qu'une certaine forme d'intelligence.

Comment réagissent les profs ? Doit-on faire chorus avec les réactionnaires contre les maths modernes ? Ou bien coller aux modernistes qui souvent ignorent (ou veulent ignorer) la fonction sélective de leur enseignement ? En fait, l'aspect ultra-sélectif des maths est devenu trop voyant et les profs ont souvent le sentiment qu'on leur fait jouer un rôle qu'ils ne considèrent pas comme le leur : bourrer la tête des jeunes de tout un fatras inutile et dont le seul but est la sélection.

La préparation des examens est ressentie, avec la lourdeur des programmes, comme une course de vitesse en contradiction avec une véritable éducation mathématique. L'apprentissage et la manipulation des notions demandent en effet une période de "décantation" nécessaire à l'assimilation, or l'élève est contrôlé (examen ou contrôle continu) avant que cette période ne soit passée. L'objectivité de la notation est, sur la base d'études docimologiques, remise en cause.

Au moment où le corps des profs de maths est traversé par toutes ces interrogations, leur rôle est devenu primordial dans tous les conseils de classes, d'orientation, etc... Ce qui accentue la crise. De plus les programmes du primaire et de 6e-5e permettent dans une certaine mesure de renouer l'activité logique et les manipulations avec les besoins ludiques des enfants (voir les outils élaborés par le mouvement Freinet dans ce domaine). Là encore l'institution supporte mal : les matheux seraient devenus poètes, alors rien ne va plus.

Autant d'éléments qui font que la lutte pédagogique, idéologique et contre la sélection traverse aujourd'hui le secteur pourtant longtemps préservé qu'est l'enseignement des mathématiques.

REGIONALES - VIE DES REGIONALES - VIE DES REGIONALES - VIE DES REGIONALES - VIE DES REGIONALES - VIE  
S - LIMOGES - LIMOGES

## INQUIETUDES FACE AU PROJET HABY

Le Mardi 4 Mai 1976, se sont réunis les responsables des associations d'enseignants de l'Académie de LIMOGES suivantes :

*C'est la première fois qu'une concertation aussi vaste a lieu à LIMOGES*

- Association Française des Enseignants de Français
- Association des Professeurs de Biologie et Géologie
- Société des Professeurs d'Education Artistique
- Association des Professeurs d'Education Manuelle et d'Economie Familiale
- Association des Professeurs d'Education Musicale
- Association des Professeurs d'Histoire et Géographie
- Association des Professeurs de Langues Vivantes
- Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public
- Association des Professeurs de Philosophie
- Association des Professeurs de Sciences Economiques et Sociales
- Association des Professeurs de Sciences Exactes et d'Enseignement Mécanique
- Société des Professeurs de Français et de Langues Vivantes
- Union des Physiciens

Après un large tour d'horizon, il est apparu que les inquiétudes de ces organisations étaient largement communes, concernant notamment les points suivants :

1) LA FACON DONT S'ELABORENT LES DECRETS D'APPLICATION DE LA LOI HABY

Contrairement aux déclarations ministérielles qui mettent en avant la concertation entre les différentes parties intéressées, les réformes s'élaborent dans le secret et seules des rumeurs plus ou moins contrôlées, mais toujours inquiétantes, parviennent aux enseignants. C'est ainsi que risquent d'être mis en place de nouveaux programmes et de nouveaux horaires pour l'ensemble du second degré.

Par exemple, de nouveaux programmes de Mathématiques pour les classes de 6ème et 2ème ont été demandés au mois de Mars à l'Inspection Générale pour le 1er MAI.

Si les programmes actuels ne sont pas parfaits, des changements, survenant sans préparation ni concertation, risquent de perturber une fois de plus l'enseignement.

2) LA REDUCTION MASSIVE DES HORAIRES

Il paraîtrait que la semaine scolaire serait réduite à 19 heures de présence des élèves, soit cinq demi-journées. Que deviendront les lycéens ainsi livrés à la rue, au moment où on envisage la suppression massive des postes de surveillance ?

Toutes les disciplines seront touchées. A titre d'exemple, l'enseignement de français en classe de seconde, actuellement de 5 ou 4 heures suivant les sections, passerait à 3 heures pour tous. Parfois, l'horaire semble conservé comme pour l'Histoire et Géographie en seconde et première, mais le même nombre d'heures devra servir en plus à initier les lycéens à l'économie, la sociologie et la démographie.

Les conséquences en seront :

- une baisse très sérieuse du niveau des études,
- une régression de la fonction démocratique de l'école (risque de prolifération des cours privés pour un enseignement de soutien réservé de fait aux familles aisées ; aggravation des différences socio-culturelles dues au milieu familial,
- une réduction considérable du nombre d'enseignants nécessaires et donc un arrêt du recrutement des professeurs.

Tout cela ne signifie pas que les enseignants ne souhaitent pas une réforme du système éducatif. Mais ils estiment qu'un horaire de présence suffisant du collégien ou du lycéen est tout à fait indispensable. Il n'est pas question d'en prendre prétexte pour accroître les programmes. Mais bien au contraire il s'agit de mettre l'accent sur l'acquisition de méthodes de réflexion et de jugement plutôt que d'une somme de connaissances. Une part non négligeable du travail doit se faire en groupes suffisamment restreints pour permettre une participation active de chaque élève. C'est là une condition indispensable pour améliorer l'égalité des chances.

C'est en vain que le Ministre chercherait à diviser les associations de spécialistes, qui, sur un plan national, ont élaboré en commun un projet de répartition d'horaires. De même chaque association a déjà réfléchi à de nouveaux programmes, envisagés globalement et non pas classe après classe comme le Ministère semble le faire.